

ASSOCIATION CIPECMA

17 Avenue du Général de Gaulle
17340 CHATELLAILLON-PLAGE

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31/12/2024

ASSOCIATION CIPECMA

17 Avenue du Général de Gaulle
17340 CHATELLAILLON-PLAGE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31/12/2024

Aux membres de l'association CIPECMA,

I - **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association CIPECMA relatifs à l'exercice clos le 31/12/2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

II - **Fondement de l'opinion**

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

III - Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

La note de l'intitulé « Tableau des subventions d'investissement » fait état d'un volume de subventions d'investissements pour un montant brut de 1 601 640 € au 31/12/2024. Dans le cadre de notre appréciation des règles et des principes comptables suivis par votre association, nous avons vérifié le caractère approprié des règles et méthodes comptables relatives à la classification des subventions d'investissement et à l'engagement donné auprès des financeurs.

Nous avons également procédé à l'appréciation des approches retenues par l'association, décrites dans l'annexe concernant la détermination des provisions clients, en note « Créances ». Nous avons mis en œuvre des tests pour vérifier par sondages l'application de ces méthodes. Sur la base des éléments disponibles à ce jour, nous nous sommes assurés du caractère raisonnable des estimations qui en sont faites par l'association.

IV - Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

V - Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

VI - Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre entité.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation.

Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

À Lagord, le 23 avril 2025

Pour la SAS EURECAC



Valérie GUIBERT
Commissaire aux Comptes

CIPECMA
BILAN - ACTIF

EURECAC
Commissaire aux Comptes
Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

ACTIF

| | Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024 | | | 01/01/2023 au 31/12/2023 |
|---|--------------------------------------|---------------------|---------------------|-----------------------------|
| | Brut | Amort. & Dépréc. | Net | |
| ACTIF IMMOBILISE | | | | |
| Immobilisations incorporelles | | | | |
| Frais d'établissement | | | | |
| Frais de recherche et développement | | | | |
| Donations temporaires d'usufruit | | | | |
| Concessions, brevets et droits similaires | 556 137,08 | 395 156,17 | 160 980,91 | 35 852,14 |
| Autres | | | | |
| Immobilisations incorporelles en cours | | | | |
| Avances et acomptes | | | | |
| Immobilisations corporelles | | | | |
| Terrains | | | | |
| Constructions | 2 732,78 | 2 732,78 | | |
| Installations techn., matériel et outil. ind. | 1 847 667,21 | 1 773 946,24 | 73 720,97 | 40 330,80 |
| Autres | 6 927 017,52 | 5 312 048,39 | 1 614 969,13 | 1 816 552,84 |
| Immobilisations corporelles en cours | | | | 39 081,48 |
| Avances et acomptes | | | | |
| Biens reçus par legs ou d. dest. à être cédés | | | | |
| Immobilisations financières | | | | |
| Participations et créances rattachées | 12 442,15 | | 12 442,15 | 12 442,15 |
| Autres titres immobilisés | | | | |
| Prêts | | | | |
| Autres | 89 652,12 | | 89 652,12 | 96 271,80 |
| TOTAL (I) | 9 435 648,86 | 7 483 883,58 | 1 951 765,28 | 2 040 531,21 |
| ACTIF CIRCULANT | | | | |
| Stocks et en-cours | | | | 20 975,03 |
| Créances | | | | |
| Créances clients, usagers et comptes ratt. | 2 824 488,24 | 104 632,38 | 2 719 855,86 | 2 973 665,74 |
| Créances reçues par legs ou donations | | 54 400,00 | -54 400,00 | |
| Autres | 658 615,75 | | 658 615,75 | 460 866,75 |
| Valeurs mobilières de placement | | | | |
| Instruments de trésorerie | | | | |
| Disponibilités | 88 134,29 | | 88 134,29 | 165 867,08 |
| Charges constatées d'avance | 181 686,99 | | 181 686,99 | 185 560,71 |
| TOTAL (II) | 3 752 925,27 | 159 032,38 | 3 593 892,89 | 3 806 935,31 |
| Frais d'émission des emprunts (III) | | | | |
| Primes de remboursement des emprunts (IV) | | | | |
| Ecarts de conversion actif (V) | | | | |
| TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V) | 13 188 574,13 | 7 642 915,96 | 5 545 658,17 | 5 847 466,52 |

CIPECMA
BILAN - PASSIF

EURECAC
Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024
1 rue du Bois d'Huré - LAGORD

PASSIF

| | Du 01/01/2024 au 31/12/2024 | Du 01/01/2023 au 31/12/2023 |
|---|--------------------------------|--------------------------------|
| FONDS PROPRES | | |
| Fonds propres sans droit de reprise | | |
| Fonds propres statutaires | | |
| Fonds propres complémentaires | | |
| Fonds propres avec droit de reprise | | |
| Fonds propres statutaires | | |
| Fonds propres complémentaires | | |
| Ecarts de réévaluation | | |
| Réserves | | |
| Réserves statutaires ou contractuelles | 193 531,37 | 193 531,37 |
| Réserves pour projet de l'entité | 580 000,00 | 580 000,00 |
| Autres | | |
| Report à nouveau | 353 100,45 | 539 940,19 |
| Excédent ou déficit de l'exercice | 57 012,05 | -186 839,74 |
| <i>Situation nette (sous total)</i> | 1 183 643,87 | 1 126 631,82 |
| Fonds propres consommables | | |
| Subventions d'investissement | 472 040,44 | 556 931,74 |
| Provisions réglementées | | |
| TOTAL (I) | 1 655 684,31 | 1 683 563,56 |
| FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS | | |
| Fonds reportés liés aux legs ou donations | | |
| Fonds dédiés | | |
| TOTAL (II) | | |
| PROVISIONS | | |
| Provisions pour risques | | |
| Provisions pour charges | | |
| TOTAL (III) | | |
| DETTES | | |
| Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs) | | |
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit | 933 032,49 | 1 495 544,86 |
| Emprunts et dettes financières diverses | -342,72 | -342,72 |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 927 321,19 | 582 806,35 |
| Dettes des legs ou donations | | |
| Dettes fiscales et sociales | 888 066,74 | 905 518,52 |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | | |
| Autres dettes | 634 055,12 | 961 009,75 |
| Instruments de trésorerie | | |
| Produits constatés d'avance | 507 841,04 | 219 366,20 |
| TOTAL (IV) | 3 889 973,86 | 4 163 902,96 |
| Ecarts de conversion passif | | |
| (V) | | |
| TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V) | 5 545 658,17 | 5 847 466,52 |

CIPECMA

COMPTE DE RÉSULTAT

EURECAC
Commissaire aux Comptes
Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

| | Du 01/01/24 au 31/12/24 | Du 01/01/23 au 31/12/23 | Variation N / N-1 en valeur en % | |
|---|----------------------------|----------------------------|--|----------------|
| PRODUITS D'EXPLOITATION | | | | |
| Cotisations | | | | |
| Ventes de biens et services | | | | |
| Ventes de biens | | | | |
| <i>Dont ventes de dons en nature</i> | | | | |
| Ventes de prestations de service | 8 059 557,82 | 8 278 394,35 | -218 836,53 | -2,64 |
| <i>Dont parrainages</i> | | | | |
| Produits de tiers financeurs | | | | |
| Concours publics et subventions d'exploitation | 789 960,34 | 522 474,64 | 267 485,70 | 51,20 |
| Versements des fondateurs ou cons. dotation consommable | | | | |
| Ressources liées à la générosité du public | | | | |
| Dons manuels | | | | |
| Mécénats | | | | |
| Legs, donations et assurances-vie | | | | |
| Contributions financières | | | | |
| Reprises sur amortis, dépr., prov. et transf. charges | 73 584,16 | 231 111,64 | -157 527,48 | -68,16 |
| Utilisations des fonds dédiés | | | | |
| Autres produits | 103 922,27 | 62 278,22 | 41 644,05 | 66,87 |
| TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION (I) | 9 027 024,59 | 9 094 258,85 | -67 234,26 | -0,74 |
| CHARGES D'EXPLOITATION | | | | |
| Achats de marchandises et autres achats | 113 285,90 | 189 847,47 | -76 561,57 | -40,33 |
| Variation de stock | 20 975,03 | 17 927,31 | 3 047,72 | 17,00 |
| Autres achats et charges externes | 3 196 460,97 | 3 330 303,94 | -133 842,97 | -4,02 |
| Aides financières | | | | |
| Impôts, taxes et versements assimilés | 207 273,48 | 238 735,24 | -31 461,76 | -13,18 |
| Salaires et traitements | 3 246 975,70 | 3 442 379,84 | -195 404,14 | -5,68 |
| Charges sociales | 1 351 654,63 | 1 451 827,82 | -100 173,19 | -6,90 |
| Dotations aux amortissements et aux dépréciations | 537 199,32 | 549 762,70 | -12 563,38 | -2,29 |
| Dotations aux provisions | | | | |
| Reports en fonds dédiés | | | | |
| Autres charges | 236 012,65 | 145 284,22 | 90 728,43 | 62,45 |
| TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION (II) | 8 909 837,68 | 9 366 068,54 | -456 230,86 | -4,87 |
| RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II) | 117 186,91 | -271 809,69 | 388 996,60 | 143,11 |
| PRODUITS FINANCIERS | | | | |
| De participation | | | | |
| D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé | | | | |
| Autres intérêts et produits assimilés | | 724,00 | -724,00 | -100,00 |
| Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges | | | | |
| Différences positives de change | | | | |
| Produits nets sur cessions de VMP | | | | |
| TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS (III) | | 724,00 | -724,00 | -100,00 |
| CHARGES FINANCIÈRES | | | | |
| Dotations aux amortissements, aux dépréc. et aux prov. | | | | |
| Intérêts et charges assimilées | 64 961,88 | 68 346,87 | -3 384,99 | -4,95 |
| Différences négatives de change | | | | |
| Charges nettes sur cessions de VMP | | | | |
| TOTAL DES CHARGES FINANCIÈRES (IV) | 64 961,88 | 68 346,87 | -3 384,99 | -4,95 |
| RÉSULTAT FINANCIER (III - IV) | -64 961,88 | -67 622,87 | 2 660,99 | 3,94 |
| RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV) | 52 225,03 | -339 432,56 | 391 657,59 | 115,39 |
| PRODUITS EXCEPTIONNELS | | | | |
| Sur opérations de gestion | | | | |
| Sur opérations en capital | | 162 827,92 | -162 827,92 | -100,00 |
| Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges | | | | |
| | | | -162 827,92 | -100,00 |

CIPECMA

COMPTE DE RÉSULTAT

EURECAC
Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024
1 rue du Bois d'Huré - LAGORD

| | Du 01/01/24 au 31/12/24 | Du 01/01/23 au 31/12/23 | Variation N / N-1 | |
|--|----------------------------|----------------------------|--------------------|----------------|
| | | | en valeur | en % |
| TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS (V) | | 162 827,92 | | |
| CHARGES EXCEPTIONNELLES | | | | |
| Sur opérations de gestion | 132,98 | 13 001,38 | -12 868,40 | -98,98 |
| Sur opérations en capital | | 278,72 | -278,72 | -100,00 |
| Dotations aux amortissements, aux dépréc. et aux prov. | | | | |
| TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI) | 132,98 | 13 280,10 | -13 147,12 | -99,00 |
| RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI) | -132,98 | 149 547,82 | -149 680,80 | -100,09 |
| Participation des salariés aux résultats (VII) | | | | |
| Impôts sur les bénéfices (VIII) | -4 920,00 | -3 045,00 | -1 875,00 | -61,58 |
| TOTAL DES PRODUITS (I + III + V) | 9 027 024,59 | 9 257 810,77 | -230 786,18 | -2,49 |
| TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII) | 8 970 012,54 | 9 444 650,51 | -474 637,97 | -5,03 |
| EXCÉDENT OU DÉFICIT | 57 012,05 | -186 839,74 | 243 851,79 | 130,51 |

ANNEXE DES COMPTES ANNUELS

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

EURECAC

Commissaire aux Comptes
1 rue du Bois d'Huré - LAGORD

FAITS CARACTÉRISTIQUES DE L'EXERCICE

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

DESCRIPTION DE L'ASSOCIATION CIPECMA :

Il y a plus de 50 ans, des chefs d'entreprise du département ont décidé de créer un outil de formation pour leurs salariés, à même de les accompagner vers de nouvelles compétences.

Ainsi est né le CIPECMA, Centre Interconsulaire de Perfectionnement et d'Enseignement de Charente Maritime.

Aujourd'hui, le CIPECMA préserve son ambition d'origine : offrir aux entreprises la capacité de progresser et d'atteindre leurs objectifs et permettre aux individus de s'épanouir dans leur carrière grâce à la formation.

Le Cipecma assure des stages en formation continue (développement des compétences en entreprise), en formation reconversion (titres professionnels et formations certifiantes).

La formation initiale, quant à elle, peut se dérouler en apprentissage (9 BTS, 1 DCG, 6 bachelors, 1 Master, 1 Bac Pro, 1 CAP) ou bien en parcours étudiant à l'école Supérieure du Cipecma (1 BTS : le BTS Tourisme).

RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- image fidèle
- comparabilité et continuité de l'exploitation
- régularité et sincérité
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- indépendance des exercices

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

L'émergence d'un conflit armé entre la Russie et l'Ukraine début 2022 continue d'affecter les activités économiques et commerciales au plan mondial. Cependant, cette situation n'a pas eu d'impacts majeurs sur notre activité lors de cet exercice.

Les comptes annuels au 31/12/2024 ont été arrêtés conformément au plan comptable général défini par le règlement 2014-03 modifié de l'Autorité des Normes Comptables, complété du règlement ANC n°2018-06 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Pour l'application du règlement relatif à la comptabilisation, l'évaluation, l'amortissement et la dépréciation des actifs, l'entité a choisi la méthode prospective.

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, constitué de leur prix d'achat (y compris droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux, escomptes de règlement), des coûts directement attribuables à ces immobilisations en vue de leurs utilisations envisagées.

Option de traitement des charges financières :

Les coûts d'emprunts liés à l'acquisition d'actifs ne sont pas incorporés dans les coûts d'acquisition ou de production des immobilisations incorporelles, et sont comptabilisés en charges.

Option pour l'incorporation de certains frais accessoires :

Les droits de mutation, honoraires, commissions, frais d'actes liés à l'acquisition d'actifs ne sont pas incorporés dans les coûts d'acquisition ou de production des immobilisations incorporelles, et sont comptabilisés en charges.

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, constitué de :

- des coûts directement attribuables et engagés pour mettre ces actifs en état de fonctionner selon leurs utilisations envisagées,

Option de traitement des charges financières :

Les coûts d'emprunts liés à l'acquisition d'actifs ne sont pas incorporés dans les coûts d'acquisition ou de production des immobilisations corporelles, et sont comptabilisés en charges.

Option pour l'incorporation de certains frais accessoires :

Les droits de mutation, honoraires, commissions, frais d'actes liés à l'acquisition d'actifs ne sont pas incorporés dans les coûts d'acquisition ou de production des immobilisations corporelles, et sont comptabilisés en charges.

Amortissements des biens non décomposables :

La période d'amortissement à retenir pour les biens non décomposables (mesure de simplification pour les PME) est fondée sur la durée d'usage.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée d'utilité ou de la durée d'usage prévue :

| | |
|---|----------------|
| - Constructions | de 10 à 20 ans |
| - Agencement et aménagement des constructions | de 10 à 20 ans |
| - Matériels et outillages industriels | de 4 à 5 ans |
| - Logiciels informatiques | de 1 à 3 ans |
| - Brevets | de 5 à 7 ans |
| - Agencements, amen. terrains | de 10 à 20 ans |
| - Agencements, amen. instal. | de 6 à 10 ans |
| - Matériel de transport | de 4 à 5 ans |
| - Matériel bureau informatique | de 3 à 10 ans |
| - Mobilier | de 5 à 10 ans |

IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

Option pour l'incorporation de certains frais accessoires :

Les droits de mutation, honoraires, commissions, frais d'actes sur immobilisations financières (titres) et titres de placement sont incorporés dans les coûts des immobilisations.

PARTICIPATIONS, AUTRES TITRES IMMOBILISÉS, VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

STOCKS

Les stocks sont évalués selon la méthode du coût d'acquisition.

Les produits fabriqués sont valorisés au coût de production comprenant les consommations et les charges directes et indirectes de production, les amortissements des biens concourant à la production. Le coût de la sous activité est exclu de la valeur des stocks.

Dans la valorisation des stocks, les intérêts sont toujours exclus.

Une provision pour dépréciation des stocks, égale à la différence entre la valeur brute (déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus) et le cours du jour ou la valeur de réalisation (déduction faite des frais proportionnels de vente), est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

ANNEXE DES COMPTES ANNUELS

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

EURECAC

Commissaire aux Comptes
1 rue du Bois d'Huré - LAGORD**CRÉANCES**

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

PROVISIONS RÉGLEMENTÉES

Les provisions réglementées correspondent à la différence entre les amortissements fiscaux et les amortissements pour dépréciation calculés suivant le mode linéaire.